

LES CONFÉRENCES

POPSU

Fabienne  
Brugère

POUR

UNE MÉTROPOLE

HOSPITALIÈRE



## **La collection « Les conférences POPSU »**

Créée en 2017, la collection « Les conférences POPSU » de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines veut être à la fois un lieu de débats et un espace critique sur les mutations urbaines et territoriales, au plan national et international, afin de rapprocher les acteurs des chercheurs. À cette fin, la collection édite sous forme de *verbatim*, les conférences des chercheurs comme des acteurs – élus et services techniques des métropoles – prononcées dans le cadre de la plateforme à l'occasion de séminaires, colloques et d'entretiens.



Fabienne  
Brugère

POUR  
UNE  
MÉTROPOLE  
HOSPITALIÈRE

Conférence prononcée, dans une version initiale, lors du colloque sur les complémentarités territoriales, « Pour des métropoles résilientes. Métropoles en transitions cherchent trajectoires territoriales », qui s'est tenu les 21 et 22 janvier 2021. Ces deux journées ont permis des échanges sur la mise en place d'un nouveau récit métropolitain grâce aux transitions, et à la définition de nouvelles figures des métropoles.

Cette conférence d'introduction à l'atelier sur les métropoles hospitalières, le 21 janvier 2021, vise à proposer une nouvelle grille de lecture du récit métropolitain, pour envisager des métropoles impliquées dans le soin, pour retrouver une politique du quotidien.

## LE GOÛT DES AUTRES

Nous sommes entrés dans une mondialisation malheureuse qui concerne au premier chef les grandes villes ; on nous dit que la pandémie a provoqué une méfiance à l'égard de la densité, une envie de proximité avec la nature ou encore le besoin de logements plus grands<sup>1</sup>. Les « villes moyennes », agglomérations de moins de 100 000 habitants seraient alors plébiscitées au détriment de métropoles trop concentrées<sup>2</sup>. On oublie qu'à travers l'histoire le départ vers les centres urbains a souvent été forcé, répondant à une logique d'expulsion similaire aux populations qui quittent un pays. La grande ville n'est pas tant désirée en soi. Elle représente un territoire dynamique où l'on peut trouver un travail approprié à son parcours, bénéficier de services publics précieux et faire facilement des rencontres. Toutefois, les inégalités socio-économiques s'y creusent. L'envol des prix de l'immobilier, l'absence de mixité sociale et l'échec à accueillir les po-

pulations les plus vulnérables ne témoignent pas d'une véritable impulsion hospitalière des métropoles. Le dernier symptôme tient dans la pandémie qui nous frappe actuellement. On peut la comprendre comme une véritable maladie de la mondialisation à l'âge de l'anthropocène, les entrelacements entre les vivants, humains et non humains, l'exploitation forcenée des forêts, la non-protection de la biodiversité rendent nos modes de vie de plus en plus invivables et peuvent favoriser de nouvelles maladies. L'environnement lui-même risque de devenir de moins en moins hospitalier. Celui des grandes zones urbaines semble plus fragile que d'autres tant il a été façonné par un capitalisme où la recherche du profit a fait renoncer au bien-être des individus.

Avec l'arrivée du coronavirus, une véritable crise de la sociabilité est apparue : l'autre est devenu définitivement une menace en tant que porteur potentiel de la circulation de pathogènes. Plus encore, tout ce qui faisait la possibilité d'ouvertures vers d'autres pays, d'autres continents est mis en question : les zones frontalières deviennent suspectes tant elles sont en France des lieux importants de contamination. Les instruments de la mobilité (les moyens de transports du métro à l'avion) sont considérés comme des lieux de transmission de la maladie ; des pays se protègent en interdisant l'entrée sur leur territoire. Toute circulation humaine est mise en question. La situation actuelle ne peut que favoriser différentes formes de repli : sur son pays ou sa région, auprès de ses proches et de sa famille. Le risque est la peur des autres et le déploiement de différentes sortes



d'égoïsmes cachées dans des logiques affinitaires ou cliniques. Cette peur des autres vient s'ajouter à d'autres peurs : celle du migrant indésirable contre lequel faire bloc<sup>3</sup>,

celle du pauvre que le riche se dispense de voir dans les *gated communities*, communautés fermées très développées dans des métropoles comme Sao Paulo et Delhi<sup>4</sup>.

NOUS SOMMES  
ENFERMÉS DANS  
UNE CRISE  
QUI A PLUSIEURS  
FACETTES :  
SANITAIRE,  
ÉCONOMIQUE,  
SOCIALE,  
ÉCOLOGIQUE  
ET MÊME  
CIVILISATIONNELLE.

A certains égards, nous sommes enfermés dans une crise qui a plusieurs facettes : sanitaire, économique, sociale, écologique et même civilisationnelle. Cela n'aide pas à imaginer un « tout ». Comme l'écrit Myriam Revault d'Allonnes dans *La crise sans fin*, la crise est devenue la trame de nos existences, ce qui empêche d'envisager des orientations vers un futur soutenable<sup>5</sup>. La crise, plus encore depuis le coronavirus, est un fait social total : nous ne vivons plus que par elle et avec elle. Elle habite

le moindre recoin de nos têtes et de nos corps. Elle occupe toutes nos conversations.

Ainsi, nous vivons, entre autres crises, une crise de l'urbanité. D'un côté, le modèle des « villes-mondes » (Tokyo, Londres, New York ou Paris) est de plus en plus intenable socialement et écologiquement. Ces métropoles, qui possèdent des fonctions de commandement à l'échelle mondiale avec un important accroissement du secteur financier,

deviennent difficiles à vivre pour une part de plus en plus importante des habitants : l'absurdité des bureaux neufs et vides alors que des gens sont à la rue en constitue une belle démonstration tout comme les problèmes de pollution liés à la quantité accumulée de particules fines. Cette inhabitalité a produit en France des déplacements de la région parisienne vers les grandes métropoles régionales, déplacements qui ont correspondu avec la mise au point par l'Etat d'une logique d'attractivité et de compétition entre espaces

urbains, au nom d'une qualité de la vie et d'une économie à taille humaine (Lyon, Toulouse, Nantes, Lille, Bordeaux, Nice, Marseille ont largement bénéficié de ces transferts de population). Mais ce dernier modèle se fissure lui aussi : les problèmes de déplacements chroniques entre les lieux d'ha-

L'HOSPITALITÉ  
DÉTIENT SA  
VALEUR QUAND  
ELLE RÉPOND À  
UNE DEMANDE,  
UNE SORTE  
D'APPEL AU  
SECOURS

bitation et de travail sont symptomatiques. La polarisation des inégalités dans les villes mondes s'est étendue à d'autres villes, les espaces contaminés, stériles et inhabitables se sont étendus, l'exploitation des hommes et des ressources étant diagnostiquée par Saskia Sassen comme autant d'« expulsions » qui sont des effets de la mondialisation<sup>6</sup>. Bref, les villes-mondes et les métropoles sont fragilisées par un accroissement des formes de vulnérabilités et un système économique mondialisé qui ne fait que renforcer ces vulnérabilités : socio-économiques (expulsion des classes populaires) et écologiques (manque d'accès à des espaces verts ou ruraux, air pollué, températures de plus en plus chaudes). Le risque est que l'on réponde de moins en moins aux besoins des populations vulnérables d'autant que les finalités de croissance et d'attractivité qui ont orienté le dynamisme des logiques métropolitaines dessinent une « hospitalité » sélective réservée à de nouveaux arrivants qui sont déjà des agents économiques importants, des gagnants de la mondialisation ou des fonctionnaires bien installés. Or, l'hospitalité détient sa valeur quand elle répond à une demande, une sorte d'appel au secours, ce que nous avons établi avec Guillaume le Blanc dans *La fin de l'hospitalité* ; pour que l'hospitalité se pratique, il est nécessaire que les conditions d'une société ouverte existent, que la perception de la vulnérabilité d'autrui puisse se faire, que l'appel au secours puisse être entendu<sup>7</sup>.

Que serait donc une métropole hospitalière à l'avenir, en prenant en compte ce qui vient de nous arriver : cette pandémie qui démultiplie les problèmes déjà là, les situa-

tions d'exclusion et renforce les inégalités socio-économiques mais aussi spatiales? Est-ce la même chose qu'une métropole accueillante ou inclusive ? N'est-il pas temps collectivement d'assumer les vulnérabilités auxquelles nous faisons face pour renouer avec un vivre-ensemble dont on sait depuis le livre de Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, combien il est menacé ; cette république conçue comme une et indivisible risque la fracturation, la division<sup>8</sup>. L'hospitalité ne peut-elle pas valoir comme une valeur à même de ré-introduire de l'entente par le fait même qu'elle sait accueillir les différences et donner le goût des autres ?

# DE L'ATTRACTIVITÉ COMME RÈGLE À DES MÉTROPOLIS DU QUOTIDIEN : UN PRÉALABLE À L'HOSPITALITÉ

L'attractivité a été le maître-mot des politiques métropolitaines en France et ailleurs dans le monde<sup>9</sup>. Elle a constitué l'une des mises en place les plus spectaculaires de ce que Gilles Pinson a nommé « la ville néolibérale » et dont l'effet le plus visible est la financiarisation des villes : la spéculation immobilière s'installe et ne concerne pas seulement l'immobilier d'entreprise ou le logement privé mais aussi le logement social. Cette augmentation exponentielle de l'immobilier est spectaculaire à Paris : entre 1979 et 2013, l'augmentation du prix de vente moyen au mètre carré a été de 800 %<sup>10</sup>. Elle l'est aussi spectaculairement à Bordeaux entre le début des années 2000 et 2018. Selon Gilles Pinson, une rupture s'est réalisée en France. Dans les années 80, « la Politique de la Ville incarne alors une action publique qui se territorialise et des rapports centre-périphéries placés

sous le signe de la contractualisation »<sup>11</sup>. A partir de 2003, le Plan national de rénovation urbaine (PNRU) incarne une autre politique. Par le biais d'une agence de l'Etat (l'Agence nationale de la rénovation urbaine), les municipalités soumettent des projets qui font l'objet d'une sélection. Même si l'effet recherché est le développement des villes et leur différenciation, elles risquent ainsi d'entrer en compéti-

tion ; chacune élabore une stratégie d'attractivité, chaque structure exprimant sa désirabilité jusqu'à la mise au point de politiques de communication susceptibles d'attirer vers telle ou telle métropole des acteurs économiques importants, des populations déjà ultra-intégrées. Il ne s'agit pas de promouvoir la financiarisation des villes comme dans la « ville néolibérale » mais d'accroître des mises en concurrence qui renforcent les territoires ur-

bains les plus désirés, les plus dynamiques et les mieux informés au risque d'inégalités accrues.

Toutefois, la métropole au quotidien ne saurait se construire à travers ce qui peut être considéré comme une financiarisation de l'urbain ou une mise en image très standardisée. Les habitants d'une ville ne sont pas seulement des sujets

IL S'AGIT BIEN (...) DE METTRE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE POLITIQUE UN "PRENDRE SOIN"

économiques. On sait qu'Albert Hirschman dans *Les passions et les intérêts* a bien montré comment à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, on a fait appel aux intérêts pour combattre des passions qui, collectivement, pouvaient devenir dévastatrices. L'esprit du capitalisme selon lui tient dans une rationalité économique unificatrice des comportements structurée par l'intérêt ; la capacité de calcul, la cohérence définissent ainsi un *homo oeconomicus*<sup>12</sup>. Les humains sont aussi des sujets de besoin : ils ne font pas que calculer pour arriver à leurs fins. Ils ne peuvent vivre qu'avec un toit, des papiers, un travail, des écoles pour les enfants, un système de soin accessible. Les métropoles, aujourd'hui, doivent prendre en compte plus que jamais ce sujet de besoin, ce qui suppose de reconnaître que nous sommes physiquement et psychologiquement vulnérables, dépendants les uns des autres (et plus encore liés les uns aux autres/interdépendants). Il s'agit bien, comme préalable à une métropole hospitalière de mettre sur le devant de la scène politique un « prendre soin », ce qui suppose de partir du fait que nous sommes toutes et tous liés, que l'inclusion des populations vulnérabilisées est plus désirable que l'exclusion qui aboutit aux murs, aux quartiers fermés et à l'entre soi social. Il s'agit de poser un préalable anthropologique et éthique aux politiques : une vulnérabilité fondamentale dont nous faisons d'ailleurs l'expérience quotidienne aujourd'hui, ce qui suppose des traitements des vulnérabilités : définir des priorités dans ces traitements, spécifier les types de vulnérabilités (vitale, sociale, environnementale), élaborer des réponses appropriées aux situations de besoin. Les actions publiques

se font alors autrement : des relations (sur le mode du « prendre soin ») avant les dispositifs, des projets adaptés à des sujets dans des situations critiques avant les procédures. Bref, des politiques à même de créer des ouvertures vers les autres.

La vie quotidienne des individus est à prendre plus que jamais au sérieux comme objet de transformation politique d'autant que l'urbain lui-même est toujours ambigu quant à cette forme de vie. D'un côté, les vies urbaines sont des vies relationnelles tissées à même les expériences les plus ordinaires. De l'autre, elles supposent différents systèmes de vie souvent éloignés les uns des autres qui fragmentent l'expérience ordinaire. Chacune et chacun doit pouvoir se rapporter subjectivement au territoire sur lequel il habite, imaginer sa vie dans cet espace, y trouver sa place. C'est un thème que la littérature a exploré : comme le voyage subjectif dans la ville de Londres de Mrs Dalloway en une journée, lequel commence par une phrase anodine écrite par Virginia Woolf : « Mrs Dalloway dit qu'elle se chargerait d'acheter des fleurs ». Concrètement, trouver sa place, cela peut se faire sous des formes variées : se promener dans une ville mais aussi disposer d'un travail, d'un logement, de réseaux informels, d'une vie de quartier, de commerces, d'espaces verts, de lieux de culture, de savoir. La place que l'on se fait est aussi la place que les autres nous font plus ou moins. Elle tient dans des appropriations, des espaces partagés mais aussi des positions sociales. Faire une place à l'autre c'est l'accueillir dans sa singularité, sa



manière d'occuper l'espace, faire qu'il puisse s'approprier cet espace<sup>13</sup>.

La vulnérabilité s'étend spécifiquement dans toutes les zones de relégation sociale ou les quartiers les plus popu-

laire parce que les espaces qui existent ne permettent pas aux individus, pour toute une série de facteurs, d'y adhérer : il y manque des services publics, ils sont traversés par un nœud routier séparateur d'espaces ou le trafic de drogue rend toute sociabilité dangereuse. Si on ne s'approprie pas son territoire, comment peut-on vivre de manière paisible ? L'hospitalité a pour préalable une égalité dans l'accès à la possibilité de faire usage d'un territoire. On peut mentionner à ce titre les villes sanctuaires américaines (comme New York, Los Angeles ou San

Francisco) qui donnent un ensemble de droits locaux aux sans-papiers pour leur permettre de bénéficier des services de la ville dans laquelle ils travaillent ou paient des impôts : inscrire ses enfants à l'école, aller à la piscine ou à la bibliothèque, bénéficier de services sociaux, pratiquer

## L'HOSPITALITÉ A POUR PRÉALABLE UNE ÉGALITÉ DANS L'ACCÈS À LA POSSIBILITÉ DE FAIRE USAGE D'UN TERRITOIRE.

des activités sportives. Le « prendre soin » de ces populations vulnérables fait fonctionner la reconnaissance de besoins locaux que l'Etat fédéral ne prend pas en charge.

# UNE MÉTROPOLE HOSPITALIÈRE EST PLUS QU'UNE MÉTROPOLE ACCUEILLANTE

On pourrait dire alors qu'il s'agit de rendre les métropoles les plus ouvertes ou les plus accueillantes possibles. L'accueil est celui de l'étranger (on sait la situation difficile des mineurs isolés étrangers partout en France souvent condamnés à la rue ; les associations en lien avec certains conseils départementaux mènent des actions sur leur droit à la protection, l'éducation, la santé). Il doit être aussi celui du pauvre, du chômeur, du handicapé ou du malade chronique avec, à chaque fois, des conditions d'accueil différentes en fonction des situations. L'accueil est alors celui de différentes formes de vulnérabilités qu'il s'agit d'assumer collectivement, de mettre entre les mains d'institutions ou de collectifs à même de rendre ces vies plus vivables.

Toutes les métropoles ont mis au point des structures d'accueil des nouveaux habitants. Mais certaines structures ont souvent pour cible les populations déjà intégrées d'un point de vue social et économique, qui arrivent sur un territoire et vont ainsi faire fructifier leur pouvoir d'intégration. Ne faudrait-il pas considérer autrement ces structures d'accueil comme étant aussi des structures de mise au point de solidarités, d'entraides et de mise en relation de différentes classes sociales ?

Une ville est accueillante quand elle met en place une conception du voisinage où ce ne sont pas ceux qui se ressemblent qui s'assemblent mais où ceux qui sont déjà là accueillent ceux qui arrivent, et plus encore ceux qui arrivent et sont dans des situations de vulnérabilité<sup>14</sup>. Dans cette perspective, le niveau métropolitain doit pouvoir disposer d'une autonomie dans les conditions d'accueil<sup>15</sup> : cette possibilité de conférer des droits locaux en fonction des demandes locales en est un exemple. Le label de « ville accueillante » qui ouvre toute une série de droits aux migrants ou plutôt de possibilités de vie et d'appropriation d'un lieu est à considérer avec sérieux<sup>16</sup> quant à la possibilité de l'accueil, de la circulation et de l'installation des migrants. Plus généralement, quelles solutions architecturales et urbaines proposer quand les manières actuelles de fabriquer l'urbain échouent à résoudre la question de l'accueil pour tous les « indésirables » et autres « invisibles » : migrants, sans domicile fixe, travailleurs pauvres, Roms, mais aussi maintenant populations vulnérabilisées par la pan-

démie (comme les étudiants par exemple) ou isolées (comme les personnes très âgées) ? Les mairies, les communautés d'agglomération et les conseils départementaux ne peuvent que mettre au point des politiques publiques en coopérant avec les différents acteurs (associations, ONG, autres collectifs) pour construire une réponse coordonnée à une crise généralisée de l'accueil. L'Etat doit aussi donner un cap en matière de conduite d'une hospitalité politique.

## TROIS VERBES FONT L'HOSPITALITÉ : SECOURIR, ACCUEILLIR ET APPARTENIR.

Mais, une métropole hospitalière est plus qu'une ville accueillante. Il ne s'agit pas seulement de considérer la possibilité d'entrer quelque part quand on vient d'ailleurs, mais plus fondamentalement de rendre également possible une appartenance à un territoire donné. Trois verbes font l'hospitalité : secourir, accueillir et appartenir. Il ne faut surtout pas oublier ce dernier verbe

qui détermine la possibilité d'une citoyenneté et justement d'une appropriation de la vie métropolitaine. L'hospitalité rend possible la construction d'un récit qui témoigne des étapes dans la relation nouée avec un territoire.

## "PRENDRE SOIN" DES AUTRES ET DU MONDE

Une métropole hospitalière, laquelle permet d'inclure durablement des populations différentes les uns des autres, repose sur des conditions à la fois sociales et écologiques. D'un côté, la justice sociale. De l'autre, la composition des mondes humain et non-humain.

L'hospitalité concerne les liens noués avec d'autres qui sont en demande d'hospitalité en tant que sujets de besoin ; on peut la comprendre par le biais du « prendre soin » comme ensemble de politiques qui concerne tout autant les missions humanitaires des associations que les actions des institutions les plus installées. Le soin ne concerne pas seulement la revalorisation des soignants, un plan pour l'hôpital ou la mise en place de maisons de santé. Plus généralement, un rééquilibrage plus systématique doit se faire

entre activités productives, considérées comme rentables, et pratiques du « prendre soin » des autres mais aussi de l'environnement généralement déconsidérées car posées comme « improductives ». Des politiques du « prendre soin » (des traitements des situations de vulnérabilité) ne peuvent se structurer qu'en ayant pour horizon la justice sociale à un moment qui est celui des grandes incertitudes et des situations provisoires qui durent ; elles ne sont pas improductives car elles rendent possible les activités de production qu'elles consolident, amplifient et ouvrent à plus de monde. Face aux petits boulots qui deviennent pérennes, aux jeunes qui reviennent vivre chez leurs parents, aux amours suspendus, aux colocations éphémères, l'entre-deux devient mode de vie. Un stade supplémentaire de la précarité se développe lequel mérite une attention politique quand l'entre-deux lui-même n'arrive plus à tenir<sup>17</sup>. La précarité de plus en plus étendue dans la population mérite des soutiens politiques pour lutter contre toutes les formes de désaffiliation.

Par ailleurs, on ne peut plus en rester à des partages du monde établis au nom de la maîtrise du sujet souverain, cet humain à même de dominer la nature. Dans l'inattendu de la pandémie est apparu un sujet non souverain en proie à l'incertitude et au non-savoir. Les relations entre soi et les autres humains, mais aussi entre soi et les autres vivants, soi et la nature s'en trouvent déstabilisées. Le « prendre soin » dessine des relations soucieuses d'horizontalité plutôt que d'une verticalité immobile ou fixée. Il

n'existe pas sans l'appréhension des différences, dans l'idée d'une inclusion de ces différences dans un monde commun toujours à modifier avec les nouveaux entrants et leur environnement. Il ressemble à ces luttes indigènes décrites par Philippe Descola : « Les luttes indigènes contemporaines, autant contre les grands projets d'aménagement des gouvernements

UN MONDE OÙ  
LES INTERDÉPEN-  
DANCES SONT  
PLUS RECONNUES,  
MOINS COÛTEUSES,  
PLUS  
ÉCOLOGIQUES.

de la gauche développementaliste que contre les politiques prédatrices des multinationales, indiquent une troisième voie suggestive en ce qu'elle renoue les liens souvent distendus entre humains et non-humains quant aux formes de souveraineté qu'ils exercent chacun sur eux-mêmes »<sup>18</sup>. Une résistance est alors engagée qui déconstruit diverses formes de souveraineté : des productifs sur les soignants, des hommes sur les femmes, des métropolitains déjà installés sur les étrangers

sans papiers, des humains sur la nature et les autres vivants, etc.

Dans ce *small is beautiful* où la moindre action de soutien aux autres ou au monde a une valeur, l'habitabilité d'un lieu, la



qualité des relations humaines engagées ou le sens à donner aux activités accomplies est plus important que jamais. Plutôt que la souveraineté ou le patriotisme économique, n'est-ce pas plutôt la possibilité de circuits courts, d'une production locale qu'il faudrait favoriser au niveau des métropoles au nom de la matérialité des territoires à préserver ? Il s'agirait alors de forger une société où les interdépendances sont plus reconnues, moins coûteuses, plus écologiques. Des politiques de soutien à la production locale, à un tissu industriel inséré dans un territoire dessinent un « prendre soin » de l'environnement où les métropoles peuvent très bien mener des actions communes avec les régions. Repartir des lieux de vie, des endroits où l'on produit, ce n'est pas se replier sur soi-même. Car ces lieux sont interdépendants d'autres lieux dans le monde. C'est même se sentir exister de façon cosmopolite que d'habiter ici. Du local au global est un vieux slogan que l'on doit réinventer. Le confinement qui nous place dans l'extrêmement local de nos habitats nous a en même temps situés dans l'extrêmement global des dispositifs technologiques mondialisés qui assurent nos télécommunications tout comme les chaînes de valeur et d'approvisionnement. Nous sommes à la fois ici et ailleurs, pris simultanément dans l'extrême localité et l'extrême mondialité<sup>19</sup>. Pour avoir accès à l'ailleurs, il faut d'abord construire la solidité de l'ici.

Ce prendre soin des autres et du monde définit, de la manière la plus large possible, à un moment d'explosion des vulnérabilités, la possibilité d'une métropole hospitalière.

Pour reprendre une formule de Jean-Marc Offner, les métropoles ne sont pas seulement des instances de liens entre des lieux mais elles vont devoir désormais affronter la question des « autres », laquelle est à la fois sociale et écologique.



## NOTES

**1** Bruno Latour, *Où suis-je ?*, Paris, La Découverte, 2021.

**2** *Le Monde*, « Villes moyennes, la revanche », mardi 23 février 2021, p. 20-21.

**3** Wendy Brown, *Murs*, Paris, Les prairies ordinaires, 2009.

**4** Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti, Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Seuil, 2017.

**5** Myriam Revault d'Allones, *La crise sans fin*, Paris, Seuil, 2012.

**6** Saskia Sassen, *Expulsions, brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris, Gallimard, 2016.

**7** Guillaume le Blanc, Fabienne Brugère, *La fin de l'hospitalité*, Paris, Flammarion, 2017, chapitre 2, « Entendre l'appel ».

**8** Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, Paris, Seuil, 2019.

**9** Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti, *La mythologie de CAME (Compétition, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ?*, hal-01724699v2, 2018.

**10** Gilles Pinson, *La ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020, p. 91.

**11** Gilles Pinson, *op.cit.*, p. 95.

**12** Albert Hirschman, *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980.

**13** Michel Lussault, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009.

**14** Certaines expériences nuancent ce constat, à l'image des projets d'hébergement d'urgence dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, prolongés jusqu'en 2024.

**15** On rappellera que les Métropoles ont la délégation des aides à la pierre et exercent la compétence en matière d'habitat, tandis que l'État est compétent sur la question migratoire via le droit de circulation et l'état civil.

**16** Guillaume le Blanc, *Vaincre nos peurs et tendre la main*, Paris, Flammarion, 2018, p. 83-89 et Cyrille Hanappe, *La ville accueillante*, Paris, La documentation française, 2018.

**17** *Le Monde*, dimanche 10-lundi 11 janvier 2021 « Dure, dure le provisoire ».

**18** Philippe Descola, *La composition des mondes*, Paris, Flammarion, « Champs essais », 2017, p. 55.

**19** Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Flammarion, 2009, ch. « Le global et l'international », p. 302-307.



## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Guillaume le Blanc, *Vaincre nos peurs et tendre la main*, Paris, Flammarion, 2018, pp. 83-89.

Guillaume le Blanc, Fabienne Brugère, *La fin de l'hospitalité*, Paris, Flammarion, 2017, 240 p.

Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti, *La mythologie de CAME (Compétition, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ?*, hal-01724699v2, 2018.

Wendy Brown, *Murs*, Paris, Les prairies ordinaires, 2009, 192 p.

Philippe Descola, *La composition des mondes*, Paris, Flammarion, « Champs essais », 2017, 384 p.

Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, Paris, Seuil, 2019, 384 p.

Cyrille Hanappe, *La ville accueillante*, Paris, La documentation française, 2018, 528 p.

Albert Hirschman, *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980, 144 p.

Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Flammarion, 2009, chapitre « Le global et l'international », pp. 302-307.

Bruno Latour, *Où suis-je ?*, Paris, La Découverte, 2021, 192 p.

Michel Lussault, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009, 224 p.

Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti, Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Seuil, 2017, 352 p.

Gilles Pinson, *La ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020, 160 p.

Myriam Revault d'Allones, *La crise sans fin*, Paris, Seuil, 2012, 208 p.

Saskia Sassen, *Expulsions, brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris, Gallimard, 2016, 384 p.





## **Fabienne Brugère**

est Professeure de philosophie à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis. Depuis le 20 novembre 2019, elle préside la ComUE Université Paris Lumières. Elle est responsable (en collaboration avec Guillaume le Blanc) de la collection « Diagnostics » aux éditions du Bord de l'eau et (en collaboration avec Claude Gautier) de la collection « Perspectives du care » aux Editions de l'ENS Lyon, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*. Elle a dispensé également des cours dans les Universités de Hambourg, Munich et Québec. Elle travaille sur la philosophie de l'art, sur la philosophie morale et politique. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont ces dernières années : *Le sexe de la sollicitude*, Seuil, 2008 ; *Philosophie de l'art*, PUF, 2010 ; *L'éthique du care*, PUF, 2011 (dernière édition, 2017) ; *Faut-il se révolter*, Bayard, 2012 ; *La politique de l'individu*, Seuil, 2013. Elle a dirigé de nombreux livres sur Spinoza, Foucault, Judith Butler, le libéralisme, l'œuvre d'art. Elle vient de publier avec Guillaume le Blanc *La fin de l'hospitalité* chez Flammarion (2017) et en avril 2019 *On ne naît pas femme, on le devient* chez Stock.







**PLATEFORME D'OBSERVATION  
DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES**

Plan urbanisme construction architecture

Grande Arche de la Défense – Paroi Sud

Ministère de la Transition écologique et solidaire

Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec  
les Collectivités territoriales

92055 La Défense Cedex

+ 33 (0)1 40 81 24 37

Directrice de la publication :

Hélène Peskine

Directeur du Programme POPSU :

Jean-Baptiste Marie

Coordination :

Bénédicte Bercovici, Christophe Perrocheau, Aurore Meyfroidt

Impression :

Stipa

Conception graphique en logiciels libres :

Figures Libres / Maud Boyer et Sandrine Ripoll

Typographies :

Open Sans, Steve Matteson

Ostrich Sans, Tyler Finckn

Volkorn, Friedrich Althausen

2021

ISBN 978-2-11-138198-8

ISSN 2609-3405







PLATEFORME D'OBSERVATION  
DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES

La plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines – POPSU – met en dialogue l'expertise des acteurs locaux et les savoirs des milieux de la recherche pour mieux comprendre les enjeux et évolutions associées aux villes et aux territoires. Elle vise également à capitaliser les connaissances établies sur les métropoles et à en assurer la diffusion.

[www.popsu.archi.fr](http://www.popsu.archi.fr)

[www.urbanisme-puca.gouv.fr](http://www.urbanisme-puca.gouv.fr)



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PUCA**

plan  
urbanisme  
construction  
architecture